

Parc des industries  
ARTOIS-FLANDRES

## Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

*Date de la contribution : 04/07/2019*

### Préambule

Le syndicat mixte du Parc des industries Artois-Flandres (SIZIAF) exerce la compétence d'aménageur depuis 1969 sur un parc de 460 hectares, situé en périphérie de la Métropole Européenne de LILLE et dédié au développement des entreprises : 70 entreprises industrielles y sont présentes (5 000 emplois) et 50 hectares sont disponibles actuellement pour l'accueil de nouveaux projets.

Plusieurs projets d'aménagement à court terme sont susceptibles d'avoir un impact sur la desserte électrique du parc. En effet, la restructuration engagée, depuis plusieurs années, de la Française de Mécanique, entreprise leader sur le parc, amène à rendre disponibles de nouvelles surfaces.

C'est pourquoi le SIZIAF a souhaité, dès le début 2016, anticiper l'impact de ces développements sur le réseau public d'électricité (poste source et réseau HTA), afin, par une approche concertée avec ENEDIS, d'être en mesure de garantir l'alimentation électrique des projets en temps et en heure et de maîtriser les montants des contributions financières qui pourraient lui être demandées en qualité d'aménageur, conformément aux dispositions réglementaires.

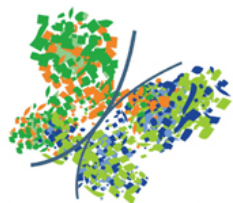
Depuis 2016, le SIZIAF rencontre de réelles difficultés pour assurer la desserte électrique des industriels souhaitant s'installer sur le Parc, à hauteur de leurs besoins, tant en termes de puissance que de délai.

Plus précisément dès les premiers échanges, Enedis a indiqué que le poste source de DOUVIRIN, sis sur l'emprise des terrains du SIZIAF, était saturé : 84 MVA appelés pour 76 MVA installés soit une saturation à (110 % max + 1 MVA) de la somme des puissances nominales des deux transformateurs HTB/HTA (40 MVA + 36 MVA). La solution de raccordement de référence présentée alors par Enedis, en réponse à la pré-étude commandée par le SIZIAF, consistait en l'ajout d'un nouveau transformateur de puissance au poste source de DOUVIRIN.

Si le SIZIAF comprend très bien que les ouvrages créés ou renforcés il y a quelques années avec une contribution financière de sa part, aient servi depuis lors à la desserte du réseau public général, ce qui est bien naturel et de la mission du gestionnaire de réseau, il ne comprend pas en revanche qu'ENEDIS n'ait anticipé en aucune façon l'adaptation du réseau public (par l'augmentation de la capacité du poste source notamment).

En outre, étonné de ce niveau de contrainte affiché par le GRD, le SIZIAF a demandé la communication de la courbe de puissance appelée par le poste source de DOUVIRIN. Celle-ci a été fournie par Enedis mais sans l'échelle de puissance en MVA, devenant ainsi illisible.

Enfin, Enedis a indiqué que le délai de réalisation du renforcement de la transformation du poste source de DOUVIRIN serait de trois ans, plaçant ainsi le SIZIAF en situation « d'otage » de devoir régler une contribution financière importante, sans aucune justification objective de la part d'ENEDIS, faute de quoi, les surfaces commercialisables ne pourraient être desservies.



## Parc des industries ARTOIS-FLANDRES

Depuis 2016, la problématique de raccordement s'est concrétisée pour le SIZIAF avec la décision concrète d'implantation de plusieurs entreprises : 9,5 MVA pour deux d'entre elles dès la fin d'année 2018 et 4,3 MVA pour une 3<sup>ème</sup> entreprise à horizon de mai 2019.

Après de multiples sollicitations de la part du SIZIAF, la société ENEDIS a adressé un jeu de diapositives le 26 mars 2018 présentant une alternative au renforcement du poste source et consistant à créer plus de 22 kms de longueur de câbles HTA depuis deux autres postes sources pour un montant estimé à 2,75 M€. Cette solution était très profondément différente de celle explicitée dans la pré-étude remise par Enedis quelques mois plus tôt.

Inquiet du coût et des délais des travaux annoncés par Enedis, pour une zone d'activités certes en restructuration mais d'ores et déjà viabilisée depuis des dizaines d'années, et afin d'anticiper sur la demande de raccordement à faire par les industriels à mesure de leur implantation conformément au processus réglementaire, le SIZIAF a formulé une demande de raccordement globale le 13 mai 2018, pour une puissance de raccordement de 18,5 MVA (accompagnée des plans de masse et des plans des réseaux) afin d'obtenir de la part d'ENEDIS une proposition technique et financière de raccordement réellement engageante en termes de coût et de délais de réalisation.

ENEDIS a ainsi établi des devis fin août 2018, d'une part pour le raccordement des parcelles sur le réseau HTA existant (adressés aux industriels), et d'autre part pour le renforcement du poste source de DOUVIRIN (adressé au SIZIAF).

L'assiette de calcul de la contribution financière (l'opération de référence) a finalement à nouveau changé (pour la 3<sup>ème</sup> fois en 18 mois), consistant désormais en la mutation d'un transformateur 225/20 KV de 40 en 70 MVA. Le montant de la contribution financière à la charge du SIZIAF s'établit en conséquence à 600 K€HT (et non plus 1,6 M€HT = 60% x 2.75M€HT).

Le SIZIAF ne peut que regretter que le chantier de renforcement de l'infrastructure amont (poste source), incontournable compte tenu de la saturation affichée par ENEDIS depuis 2016, ne soit toujours pas lancé (trois ans de travaux), et surtout que sa mise en œuvre puisse être conditionnée à l'accord préalable du SIZIAF sur le montant de la contribution financière.

En effet, le SIZIAF est un établissement public qui exerce la compétence d'urbanisme en tant qu'aménageur de ZAC pour le compte des deux agglomérations membres du syndicat. Il ne refuse bien évidemment en aucune manière de payer la contribution financière due au droit des dispositions réglementaires qu'il connaît très bien, mais il doit rendre compte à ses collectivités adhérentes et ne peut pas prendre des engagements financiers sans un minimum d'explications et de justificatifs.

Au plan technique, il est entendu que la capacité de desserte d'un poste source n'est pas une donnée intrinsèque, qu'elle dépend du schéma d'exploitation des réseaux HTA adjacents vers les autres postes sources environnants. Par ailleurs, la puissance de raccordement demandée par un pétitionnaire ne peut constituer une contrainte que pour une durée limitée, et doit être reconsidérée s'il s'avère que la puissance souscrite est très inférieure à la puissance de raccordement demandée.

A cet égard, il se trouve que l'entreprise à l'origine de la contrainte initiale (20 MVA souscrits + 8 MVA en secours garanti) vient de déposer un permis de construire, accordé en novembre 2018 pour la création d'un poste source 225 KV dédié. Cette décision répond à un besoin d'augmentation de puissance et aussi à un besoin de qualité renforcée.

Ce fait, pourtant déterminant pour la disponibilité en puissance des installations du poste source de DOUVIRIN, n'est absolument pas pris en considération par Enedis, le gestionnaire de réseau s'obstinant à réclamer au SIZIAF la signature du devis initial. Le SIZIAF observe également qu'ENEDIS vient d'informer un nouveau demandeur sur le fait que sa demande de raccordement ne pourra pas être satisfaite, faute pour le SIZIAF d'avoir accepté le devis pour le renforcement du poste source.

C'est dans ce contexte que le SIZIAF souhaite apporter sa contribution à la présente consultation, pour certaines des questions ouvertes par la Commission de Régulation.

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?  
Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

#### Commentaire :

Le SIZIAF est favorable à ce qu'un encadrement réglementaire soit mis en place afin d'être en mesure d'exiger, de la part du gestionnaire de réseau :

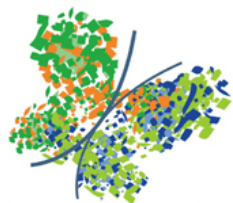
- d'une part, une réelle transparence sur l'état des ouvrages, les niveaux de contrainte et la présentation de devis détaillés pour le calcul de la contribution financière de l'aménageur ;
- et d'autre part, que le processus de traitement des demandes de raccordement ne permette pas la prise en otage de la collectivité en charge de l'urbanisme, Enedis conditionnant le raccordement à un accord préalable sur le règlement par la CCU d'une contribution financière.

En effet, s'agissant d'une collectivité publique, le règlement effectif n'intervient qu'en fin de travaux (3 ans), il s'impose et le calcul de son montant est réglementé.

La pression insupportable du GRD à signer un accord préalable est ressentie par le SIZIAF comme une obstruction à toute possibilité de contestation du devis par la CCU, tant sur l'opération de référence à considérer (qui a d'ailleurs changé en l'espèce 3 fois en 18 mois) que sur le détail du calcul, dont une part est forfaitaire mais aussi la plus grande partie au vu d'un canevas technique dont Enedis refuse la publication, au motif de secret industriel et commercial.

A titre d'illustration, la situation vécue par le SIZIAF depuis 3 ans.

Après de nombreux échanges, une demande de pré-étude de raccordement a été adressée à la société ENEDIS le 19 avril 2016, pour un coût de 12 960 €TTC. Cette demande de pré-étude avait pour objet de qualifier la capacité de desserte du réseau public, ENEDIS ayant oralement exposé que le poste source de DOUVIRIN situé en bordure immédiate du Parc se trouverait totalement saturé. Ce



## Parc des industries ARTOIS-FLANDRES

dernier dispose d'une double alimentation RTE 225 et 90 KV et une liaison 225 KV alimente le poste source privé de la Française de Mécanique qui se situe lui-même sur l'emprise du parc.

En réponse à cette commande, ENEDIS a présenté au SIZIAF les résultats de l'étude le 17 octobre 2016. Le SIZIAF a été particulièrement surpris en premier lieu sur la forme de cette restitution :

Enedis n'a en effet remis, qu'un support PPT de quelques visuels et aucun rapport formalisant les analyses et les conclusions de l'étude commandée.

En conclusion de cette étude, il était indiqué qu'il fallait ajouter un nouveau transfo au poste de Douvrin pour un coût estimé de près de 2 M€ dont 60% de contribution financière à la charge du SIZIAF.

Aux questions du SIZIAF demandant des précisions sur la charge actuelle ou prévisionnelle des ouvrages (les capacités réservées ou en file d'attente), le niveau de contrainte, et le détail du chiffrage, il a été opposé par les représentants d'ENEDIS une « clause de secret industriel ».

Ainsi, le SIZIAF ne disposait, après la présentation de la pré-étude, d'aucune donnée objective sur l'état de charge et de contrainte du réseau public et d'aucun justificatif du chiffrage à l'appui de l'estimation d'une contribution financière de 1,2 M€ pour les seuls travaux à mener dans l'enceinte du poste source.

Ces données objectives auraient pourtant permis de lever les interrogations du SIZIAF, compte tenu que la demande de puissance, induite par des raccordements à venir, ne constitue pas une augmentation globale de la demande mais une redistribution de la puissance électrique appelée sur le Parc.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

### Commentaire :

Chaque demandeur de raccordement doit pouvoir disposer d'une information transparente sur l'état du réseau.

C'est pourquoi, le SIZIAF souhaite obtenir de la part d'ENEDIS une réelle transparence sur les contraintes et les chiffrages, comme cela peut être attendu d'une société en situation de monopole.

Cette mise à disposition des données pourrait être apportée par ENEDIS sur son site, à l'image de ce que peut faire RTE pour les capacités d'injection par poste source.

Une information sur l'état de la file d'attente est également à fournir.

Le SIZIAF considère que le fait qu'ENEDIS se refuse à communiquer toute donnée de charge étayée, sous couvert d'informations commercialement sensibles, de « secret industriel » ou de « business » comme nous l'avons entendu n'est pas acceptable.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Commentaire :**

Rien n'impose à un demandeur de dimensionner la puissance de raccordement au plus près de ses besoins : bien au contraire, selon la règle, « qui peut le plus peut le moins », le demandeur a fréquemment tendance à exagérer sa puissance de raccordement, pensant ainsi se prémunir pour l'avenir.

Le retour d'expérience du SIZIAF a permis de constater que les demandeurs prennent régulièrement une « marge de sureté » dans le dimensionnement de leur branchement et surévaluant volontairement leur demande de puissance (pouvant aller de 1 à 3).

A cet égard, dans plusieurs cas observés, la puissance de raccordement accordée se révèle sans aucune mesure avec la puissance effectivement souscrite y compris plusieurs années après (donc tenant compte d'un développement des besoins du site). Ces situations ont été identifiées par le SIZIAF, dans les relations qu'entretient le syndicat avec les industriels présents sur la zone, ENEDIS se bornant à répondre invariablement qu'il est bien d'accord sur ce constat mais qu'il se « doit de fournir la puissance qui est demandée » et que « ça lui est imposé par les dispositions réglementaires ».

Il est impératif que cette puissance demandée lors du raccordement ne soit acquise que jusqu'à la mise en service (ou pour une durée limitée dans le temps). Ainsi, un demandeur qui formulerait une demande de puissance de raccordement de 100, et souscrirait pour 40 libérerait les 60...

Il conviendrait également de rappeler à ENEDIS son devoir de conseil sur les niveaux de puissance de raccordement

Cela étant, ENEDIS pourrait, pour le dimensionnement du réseau public, prendre en considération le foisonnement des charges ce qui peut se traduire par : « prendre ses risques », lesquels sont inhérents à sa mission de gestionnaire de réseau.

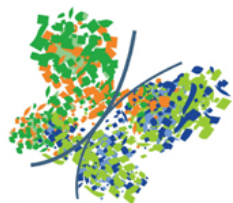
-

Ainsi, la gestion de la file d'attente ne se limiterait pas à une simple addition purement arithmétique de demandes de puissances de raccordement, induisant des niveaux de contrainte totalement absurdes, pour des contributions financières, elles, tout à fait réelles, pour la CCU.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Question 8 :** Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

**Question 9 :** Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?



Parc des industries  
ARTOIS-FLANDRES

**Question 10 :** Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Le SIZIAF est favorable à ce que les délais annoncés soient plus pertinents et pas simplement des délais maximums permettant à ENEDIS de ne prendre aucun risque quant à la réalisation des travaux.

Par exemple, concernant le poste source de DOUVIRIN, le délai standard annoncé de 36 mois pour installer un nouveau transformateur, est très excessif, selon les termes mêmes d'Enedis, mais c'est ce qui est indiqué dans les devis adressés aux demandeurs.

Ces délais standards importants ont pour conséquence d'effrayer les demandeurs et de les dissuader de s'implanter sur le Parc des industries Artois Flandres, alors que ce dernier existe depuis 30 ans et qu'il dispose, sur son propre périmètre, d'une infrastructure électrique peu courante avec plusieurs lignes 225 KV et 90 KV et plusieurs postes sources (public et privé).

Si la CRE venait à encadrer les délais, le SIZIAF souhaite attirer son attention sur le risque qu'un encadrement standard ne vienne encore alourdir les délais, alors qu'il serait plutôt souhaitable d'inciter ENEDIS à prendre et assumer ses risques en tant que maître d'ouvrage des travaux.

**Question 11 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

**Commentaire :**

Le devis de renforcement du poste source de DOUVIRIN comprenait dans un premier temps (août 2018) une seule ligne de chiffrage pour appeler une contribution financière à hauteur de 600 k€ pour la mutation du transformateur, sans aucun niveau de détail d'une part et sans aucune référence au barème de raccordement publié par ENEDIS d'autre part.

Après discussion, Enedis a consenti à fournir un devis un peu plus détaillé et argumenté, adressé en décembre, pour une demande de raccordement adressée en mai 2018.

Toutefois, ce nouveau devis ne répond pas aux attentes. Les justificatifs écrits attendus portent sur les trois points suivants :

- un descriptif de l'opération de raccordement de référence et du délai de sa mise en œuvre, ainsi que le séquençage des travaux à réaliser selon la montée en puissance des besoins exprimés par les industriels ;
- la justification des divers postes chiffrés par ENEDIS dans le devis (contrôle commande du poste en palier numérique, déplacements de 2 câbles HTA et mutation de transformateur) quant à leur lien direct avec la demande de raccordement exprimée ;
- un chiffrage détaillé des 3 postes avec la justification des prix unitaires au regard du barème publié par ENEDIS et validé par la Commission de Régulation de l'Energie.

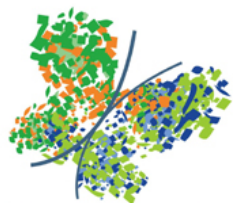
Sur le dernier point, si la mutation du transformateur est bien encadrée par le barème (différence de valeur à neuf entre le transfo existant 40 MVA et celui remplaçant 70 MVA), le coût correspondant ne représente que 30% du montant de la contribution (150 k€).

Pour les 60% restant (500 k€), le chiffrage est indiqué par Enedis comme résultant de coût de mutation au vu de son canevas technique, lequel n'est pas accessible.

ENEDIS a expliqué qu'une simple mutation ne pouvait être réalisée mais qu'il fallait aussi à l'occasion mettre aux normes les installations et notamment la modification du contrôle commande du poste en palier numérique.

Le SIZIAF n'en disconvient pas mais s'interroge sur le fait que c'est lui qui doit payer ces travaux de mise aux normes (notamment le passage en contrôle commande numérique)

A la demande insistante du SIZIAF de communication du canevas technique, Enedis objecte que cela lui est interdit, pour cause de « secret des affaires » (marchés travaux avec les entreprises sous-traitantes).



Parc des industries  
ARTOIS-FLANDRES

Ainsi, aucune transparence n'est apportée par Enedis sur les chiffrages des devis pour les contributions financières appelées.

**Question 12 :** Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Le SIZIAF n'est pas favorable à la mise en place de maîtrise d'ouvrage déléguée, et se limite à la mise à disposition des tranchées ouvertes par ses soins en remise gratuite.

En effet, le métier de travaux de réseau de desserte publique électrique est très spécifique, notamment quant aux conditions de pose et à la prise de responsabilité pour la remise d'ouvrage.

Par ailleurs, ENEDIS dispose d'une capacité de négociation des marchés de travaux que ne peut évidemment pas avoir un aménageur. Aussi, le SIZIAF n'aurait qu'à y perdre financièrement à réaliser par lui-même des ouvrages de réseau électrique, sans garantir une amélioration des délais de réalisation, Enedis conservant la maîtrise de la mise en exploitation et de la mise en service.

**Question 13 :** Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?